

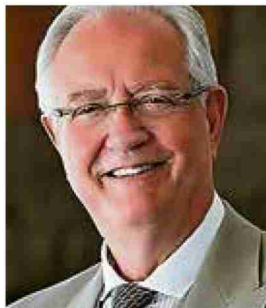
# Gaznat veut extraire du gaz au bout du Léman

**ÉNERGIE** Le groupe vaudois a planché il y a dix ans sur un projet gazier à Noville (VD), qui n'avait pas été accepté. Les autorités, vu les menaces sur l'approvisionnement en gaz, lui auraient demandé de rouvrir le dossier, selon son président Philippe Petitpierre

RICHARD ÉTIENNE  
@rietienne

Relancer un vieux projet d'extraction de gaz naturel à Noville, au bout du Léman, à l'embouchure du Rhône. C'est ce que des hautes instances vaudoises et fédérales auraient demandé à Gaznat, le fournisseur en gaz à haute pression en Suisse occidentale, a annoncé son président Philippe Petitpierre à des journalistes dans un hôtel de Montreux, où l'entreprise a tenu vendredi son assemblée générale. Le président n'a pas précisé qui lui avait fait une telle demande.

«Les gens se réveillent et nous demandent de réactiver notre projet d'extraction à Noville», a-t-il indiqué en soulignant qu'en 2012 un permis en ce sens lui avait été refusé. Si les autorités avaient donné leur feu vert à ce projet il y a dix ans, la Suisse aurait été dans une situation plus confortable aujourd'hui, selon lui. «Il nous faudrait deux à trois ans



**«Les gens se réveillent et nous demandent de réactiver notre projet d'extraction»**

PHILIPPE PETITPIERRE,

PRÉSIDENT DE GAZNAT

pour mettre en route une production à Noville», dit-il. Le gisement que Gaznat et sa filiale veveysanne Petrosvibri ont découvert à la fin du siècle dernier, s'il est aussi important que le suggèrent de premiers indices, «peut assurer l'indépendance de la Suisse pendant 25 ans et de la Suisse romande pendant 75 ans», selon Philippe Petitpierre.

## Sous le lac

Le gaz se trouve à 1,5 kilomètre sous le lac. Il repose en France et en Valais mais surtout dans le sous-sol vaudois. «À l'époque, ce projet aurait été rentable, avec les prix actuels, il l'est encore plus», relève Philippe Petitpierre. Au TTF, une bourse de référence en Europe, le mégawatt-heure de gaz valait 133 euros vendredi contre 28 euros un an plus tôt.

«Nous n'avons pas connaissance d'un tel projet. Les autorisations pour ce type d'installation sont du ressort du canton», indique toutefois au *Temps* un porte-parole de l'Office fédéral de l'énergie. «Nous n'avons pas été informés du fait que le projet de Noville aurait été relancé», renchérit François Schaller, responsable des ressources énergétiques au canton de Vaud, en relevant que la loi sur les ressources naturelles du sous-sol interdit toute recherche ou exploitation d'hydrocarbure.

«Les prix du gaz sont élevés parce qu'on a sous-investi dans ce secteur pendant cinq ans», a affirmé Jean Abiteboul, le président du Group of Liquefied Natural Gas Importers, un lobby, également présent à Montreux. «Or le gaz a un rôle à jouer dans la transition énergétique si on veut arriver sereinement à un net zéro en 2050», dit-il.

La flexibilité du gaz naturel liquéfié (GNL), transporté par des méthaniers, permet en effet de remédier aux situations d'urgence, comme en Europe actuellement. Au Japon, après la catastrophe de Fukushima, des méthaniers se sont tournés vers l'archipel nippon et lui ont permis d'éviter une crise énergétique. Désormais, vu les prix, l'Asie privilégie le recours au charbon, ce qui émet plus de CO<sub>2</sub>.

Le conseiller national Christian Imark (UDC, SO) a d'ailleurs interpellé en mai le Conseil fédéral sur l'extraction de gaz en Suisse, dont le sous-sol serait doté en la matière. Mais sans forage, difficile de savoir s'il vaut la peine d'exploiter un site. Des projets à Noiraigue (NE) et Stabio (TI) avaient suscité un intérêt avant d'être bloqués. Celui de Noville, où Petrosvibri avait creusé un puits à 4000 mètres, paraît être le plus prometteur en Suisse, mais il est aussi bloqué pour l'instant.

## Mesures sur la demande

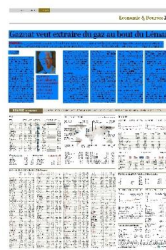
Le Conseil fédéral a demandé en mai à l'industrie gazière de s'assurer des capacités de stockage dans les pays voisins – Gaznat en détient en France – et de disposer d'options pour des livraisons supplémentaires. «Nous avons lancé des appels d'offres pour des options, les réponses doivent tomber ces prochaines semaines», a annoncé le directeur de Gaznat, René Bautz.

De son côté, l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique planche sur des mesures pour réduire la demande si les pénuries devaient se préciser. «Nous sommes dans une situation sérieuse, mais pas désespérée car la Suisse romande dépend plus de la France, qui est moins exposée à la Russie que l'Alle-

# LE TEMPS

Le Temps  
1209 Genève  
022 575 80 50  
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 35'370  
Parution: 6x/semaine



Page: 15  
Surface: 40'005 mm<sup>2</sup>



Ordre: 3002800      Référence: 84722139  
N° de thème: 715.001      Coupure Page: 2/2

magne», estime René Bautz. Ces dernières semaines, la Russie a réduit, sinon cessé, ses exportations de gaz en Europe.

Gaznat a aussi publié ses résultats vendredi. En 2021, le distributeur vaudois a transporté 13 129 GWh, la deuxième plus grande quantité d'énergie de son histoire, et ses ventes ont augmenté de 63%, au record de 888 millions de francs, pour un bénéfice de 14,3 millions. ■